

COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

**Frédéric Attal, Isabelle Dasque, Mathieu Dubois, Aurélia Dusserre,
Arnaud-Dominique Houte, Laurent Le Gall, Karine Salomé, Simon Sarlin,
Nadia Vargaftig, Jean Vigreux**

Coefficient : 3 ; durée : 6 heures.

Remarques générales

Le jury a proposé cette année de composer sur *Les Français et l'Allemagne, de 1871 à 1990*. L'absence de chronologie ne pouvait pas pénaliser les candidats préparés et conscients de ce que nous écrivions déjà l'an dernier dans le rapport : « la dissertation d'histoire n'est pas une épreuve d'érudition et le jury n'exige pas du candidat une maîtrise encyclopédique de l'histoire contemporaine, mais il attend une réflexion construite et informée ». Si les grosses erreurs de datation ont évidemment été sanctionnées, rappelons à nouveau que la valeur d'une copie d'histoire ne se juge ni au nombre ni à la précision des dates mentionnées...

Les notes s'échelonnent de 1 à 20, avec une moyenne de 8,89 (8,55 en 2014) et un écart-type de 4,21 (3,86 en 2014) qui garantit la réelle sélectivité de l'épreuve. Un peu moins d'un candidat sur six obtient une note supérieure ou égale à 14, preuve d'une maîtrise satisfaisante de l'exercice et d'un niveau de connaissances conforme aux espérances du jury.

L'épreuve d'histoire reste particulièrement sélective. Parmi les 50 premiers du classement de l'écrit, aucun candidat n'y a obtenu une note inférieure à la moyenne. Mieux : seules sept copies notées en dessous de 10 se retrouvent dans les 150 premières places de l'admissibilité ! C'est dire à quel point il est essentiel de prendre au sérieux cet exercice dont le jury mesure la difficulté.

Nous voulons toutefois attirer l'attention de tous les candidats – y compris des meilleurs – sur la nécessité de travailler la syntaxe et surtout l'orthographe, qui s'est considérablement dégradée par rapport aux années précédentes. L'absence de relecture explique peut-être les fautes d'accords, mais leur banalisation nous semble particulièrement préoccupante et préjudiciable. L'orthographe des noms propres souffre également d'un relâchement déjà déploré lors des précédentes sessions : si « Dalladier » et « Poincaré » nous sont, hélas, familiers, rejoints cette année par « Conbedit », « Köhl » ou « Adenoeur », nous avons découvert d'inquiétants « De Gaule » ou une étrange « Mozelle », sans oublier le plus amusant « Bosch ». Il est évidemment permis d'en sourire, mais certaines copies ont été lourdement pénalisées par l'accumulation de ces bévues qui témoignent d'un inacceptable manque de rigueur. Tout aussi grave, l'usage hasardeux des majuscules : les Français, la nation française, le peuple allemand, les Allemandes, etc.

Si la structure de la dissertation est généralement convenable, rappelons que la conclusion, trop souvent sacrifiée ou platement redondante, fait partie intégrante de l'exercice. En résonance avec l'actualité politique et internationale, le sujet appelle de ce point de vue une ouverture et une remise en perspective des débats contemporains. On regrettera, à cet égard, la faible mobilisation des connaissances économiques des candidats, tant dans le cœur de la copie que dans la conclusion.

L'introduction doit justifier – et pas seulement répéter – les bornes chronologiques ; elle doit amorcer une analyse en définissant les termes. Trop de copies se contentent à cet égard de résumer le contenu de la période (guerre, paix, guerre, etc.) pour meubler ce passage imposé.

Nous le disions déjà l'an dernier, « le jury valorise les candidats qui savent *incarner* leur réflexion à travers des moments, des lieux ou des figures (pas nécessairement des “ grands hommes ”, mais aussi des petites gens !) ». Ce vœu doit de nouveau et plus que jamais être répété : si les héros du *Tour de la France par deux enfants* ou les lycéens entreprenant des séjours linguistiques en Allemagne trouvent une place légitime dans de nombreuses copies, ces exemples précis et parlants restent trop rares ou insuffisamment exploités. Les relations franco-allemandes ne se résument pourtant pas à l'histoire des « couples présidents / chanceliers » !

Nous inviterons également les candidats à décroquer les disciplines : Schiller, Wagner, Kant et la philosophie allemande, Adorno et l'école de Francfort, s'introduisent dans les meilleures copies, où l'on sait aussi mobiliser d'autres savoirs, plus profanes mais non moins signifiants : si le jury s'attendait à fredonner le *Göttingen* de Barbara, il aura eu la bonne surprise de (re)découvrir Daniel Balavoine, Jean-Jacques Goldman (« si j'étais né en 17 à Leidenstadt », etc.) ou le groupe Scorpion, bon exemple d'une commune acculturation franco-allemande au rock anglo-saxon ! De la même manière, s'il était plus que bienvenu d'évoquer Jean Renoir et *La Grande Illusion*, certaines copies ont su expliquer ce que *La Grande Vadrouille* ou *La Septième Compagnie* pouvaient nous dire des représentations françaises de l'Allemagne dans la France gaullienne. Répétons-le : l'historien se nourrit de toutes les cultures avec la même gourmandise, pourvu que le plat soit digeste et suffisamment accompagné d'explications.

Nous attirerons en revanche l'attention des candidats sur l'exploitation maladroite de certains films (en particulier *Joyeux Noël* de Christian Carion ou *Inglorious Basterds* de Tarantino, mais aussi *L'Armée des ombres* de Melville), qui sont utilisés comme s'ils constituaient des sources : si *Joyeux Noël* est précieux pour montrer tout ce qui nous sépare aujourd'hui d'une culture de guerre bien révolue, il n'a pas valeur documentaire et ne doit pas être employé pour expliquer les fraternisations de tranchées. De la même manière, *L'Armée des ombres* nous parle davantage de la mythologie résistante des années 1960 que de la réalité des faits transposés à l'écran.

Éléments de corrigé

Tout en s'inscrivant dans la partie « France, de 1870 au début des années 1990 » du programme, le sujet s'ouvre également aux enjeux internationaux et permet d'utiliser les connaissances acquises dans la préparation de la seconde question : « Le monde, 1918-1991 ».

La formulation précise du sujet devait être explicitée : l'expression « les Français » appelle une analyse globale qui intègre une forte dimension sociale et culturelle et qui rappelle la diversité d'une société (dont les attitudes à l'égard de l'Allemagne varient en fonction des milieux sociaux, du sexe, des générations, etc.) qui ne doit surtout pas être confondue avec l'État ou ses milieux dirigeants. Si le sujet favorise évidemment une lecture des enjeux géopolitiques et diplomatiques, il ne s'y réduit en aucun cas et ne saurait être transformé en sujet de relations internationales. Trop de copies, hélas, se contentent de rappeler ces beaux principes, mais n'en tiennent plus compte dans des développements qui perdent souvent de vue le fil problématique.

Envisagée du point de vue français, « l'Allemagne » n'est pas toujours un bloc – on songera aux socialistes français de 1914, qui opposent le peuple allemand au Kaiser et aux aristocrates ; mais on distinguera aussi évidemment RFA et RDA, etc. Tout aussi importante et rarement ou jamais évoquée, la question des frontières : jusqu'en 1957, la délimitation de l'Allemagne, le statut de la Sarre et de la rive gauche du Rhin en particulier, constituent des sujets de tensions et de débats.

Les bornes chronologiques retenues correspondent à deux temps forts. Par 1871, on retiendra ici le traité de Francfort, qui scelle la défaite française, la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine et le paiement de lourdes indemnités de guerre dont le versement permet le départ des forces d'occupation prussiennes (ou plus exactement allemandes, après la proclamation du Reich). La date de 1990 correspond à la réunification allemande, dans le contexte global de négociations sur la mise en place d'une monnaie unique et de tensions diplomatiques renaissantes

(comme le prouve la question yougoslave, l'année suivante).

De l'un à l'autre, s'étend un siècle d'affrontements : nouvelle ennemie jurée des Français après la guerre de 1870, l'Allemagne en devient néanmoins la meilleure amie dans le dernier tiers du XX^e siècle. Ce rapprochement tardif, qui n'exclut pas la persistance de tensions ou de réticences plus ou moins sourdes, témoigne de l'existence d'une relation privilégiée dont on peut faire la clef de lecture du sujet : l'omniprésence de l'Allemagne dans l'imaginaire français, en bien comme en mal, permet d'envisager ce pays voisin comme un miroir dans lequel les Français se définissent, se questionnent, se retrouvent ou se confrontent.

Peu de copies ont expérimenté le plan thématique, difficile et sans doute peu adapté pour une aussi longue période. Le choix d'un plan chronologique impose toutefois de préciser et de justifier les bornes retenues ; il nécessite surtout de montrer ce qui fait la cohérence d'une période. Une tripartition classique et souvent retenue par les candidats pouvait ainsi opposer une phase de maturation (1871-1914), un temps de confrontations (1914-1945), un âge de réconciliation (1945-1990). Mais il était tout à fait possible de défendre une première partie plus longue, 1871-1918 (voire 1919, pour intégrer les négociations du traité de Versailles), qui faisait de la Grande Guerre le point d'aboutissement des discours germanophobes de la fin du XIX^e siècle. De la même manière, la rupture de 1945 n'est peut-être pas la plus pertinente, puisque ce n'est que dans les années 1950 que s'amorce un difficile rapprochement marqué par les étapes heurtées de la construction européenne.

1/ Le grand rival allemand, 1871-1914

A/ Une puissance menaçante

On parlera ici de la défaite humiliante de 1870, du traité de Francfort, mais aussi de la diplomatie bismarckienne qui veille à isoler la France.

La puissance allemande se mesure également sur le plan économique et industriel : toute une littérature, très répandue en France et au Royaume-Uni (*Made in Germany*, Williams, 1896), dénonce la suprématie menaçante d'un voisin trop puissant.

Ainsi s'explique, à rebours, l'attitude agressive de la diplomatie française qui construit, à partir des années 1890, d'autres réseaux d'alliances afin d'isoler l'Allemagne.

B/ Le temps des échanges

Il faut insister sur la circulation franco-allemande des idées.

La défaite a constitué un électrochoc, comme le rappelle un livre classique de Claude Digeon (*La crise allemande de la pensée française*). Elle a inspiré des réformes, notamment sur le plan scolaire (l'idée selon laquelle le maître d'école prussien a gagné la guerre de 1870) et militaire.

Les relations s'intensifient, comme le montre le succès de la musique allemande ou de la philosophie germanique ; les modèles universitaires circulent, comme le démontrent les travaux de Christophe Charle) ; les voyages des étudiants français témoignent d'une proximité qu'illustre par exemple la germanophilie d'un Jean Jaurès. Rappelons qu'en 1913, l'allemand est étudié par 53% des lycéens français (peu nombreux, il est vrai).

Les socialistes et les syndicalistes constituent à cet égard le vecteur décisif d'un premier – et encore timide – rapprochement franco-allemand. Lors de la catastrophe minière de Courrières (Pas-de-Calais), en 1906, la venue de sauveteurs allemands est ainsi largement saluée.

C'est ici qu'il faut toutefois introduire des distinctions sociales fortes et rappeler que ces échanges restent le fait d'une minorité, intellectuelle et/ou politique.

C/ La « revanche » et la germanophobie

La nuance s'impose pour évoquer un sentiment germanophobe qui est évolutif et qui n'est pas exclusif : l'anglophobie est au moins aussi forte au moment de Fachoda (1898) ! Et la « revanche », très présente dans les copies, mais trop souvent sans la moindre nuance, constitue en grande partie un mythe, comme l'a bien montré Bertrand Joly : le désir de paix l'emporte durant toute la période sur les velléités bellicistes d'un Déroulède ! Quant aux « bataillons scolaires » initiés par Paul Bert

dans les années 1880, ils n'ont pas connu le succès escompté et sont rapidement tombés dans l'oubli. La haine populaire de l'Allemand est néanmoins réactivée à plusieurs reprises : l'affaire du douanier Schaebelé, instrumentalisée par le général Boulanger (1887) ; l'affaire Dreyfus ; les crises marocaines ; les dessins alsaciens de Hansi, etc.

C'est toutefois avec l'entrée en guerre de 1914 que s'enrichit et se banalise le riche vocabulaire anti-allemand...

2/ Le repoussoir boche, 1914-années 1950

A/ La culture de guerre

Il faut rappeler comment les « atrocités allemandes » d'août-septembre 1914 ont forgé une image détestable de la « Kultur » allemande, ennemie de toute civilisation. Cette idée est véhiculée par de très nombreux vecteurs (Stéphane Audoin-Rouzeau), même si d'autres historiens entendent nuancer sa portée et insistent, a contrario, sur la proximité qui peut se constituer à travers l'expérience partagée des tranchées ! Il était ici tout à fait pertinent d'introduire le fameux débat historiographique de la contrainte et du consentement (Craonne vs Péronne)

B/ La revanche et le mépris

À travers le traité de Versailles, mais aussi l'occupation de la Ruhr, épisode essentiel, les cartes sont inversées, et les Français des années 1920 peuvent imposer leur supériorité sur l'Allemagne vaincue. Le briandisme, « l'esprit de Genève », les premiers projets européens, témoignent toutefois d'une réelle inflexion qui se heurte à l'avènement d'Hitler.

Pouvaient ici être évoqués l'accueil des réfugiés allemands (exilés politiques, Juifs), mais aussi la participation française aux Jeux Olympiques de Berlin...

« Hitler plutôt que Blum » ? Ce slogan imputé à une partie de la droite française de la fin des années 30 mérite ici d'être expliqué et discuté ; il annonce dans une certaine mesure le ralliement rapide à la collaboration.

Attention toutefois à garder une lecture nuancée des ligues des années 30 : qu'elles aient contribué à former les cadres de la collaboration ne signifie pas qu'elles aient été d'emblée et massivement germanophiles, ni même fascistes ! La question suscite de vifs débats chez les historiens, il était possible (mais pas indispensable) d'y faire allusion.

C/ Nouvelle Europe et « barbarie allemande »

La « nouvelle Europe » envisagée par Laval et par les technocrates de Vichy semble introduire une relation différente... dont l'impact social doit ici être nuancé : peu nombreux sont les Français qui, à la suite de Laval, ont pu « souhaiter la victoire de l'Allemagne ». Parmi les fonctionnaires qui participent à la collaboration, la culture de l'obéissance l'emporte souvent sur la volonté consciente de construire un nouvel ordre. On pouvait également évoquer la catégorie ambiguë des « vichysto-résistants » qui approuvent la Révolution Nationale de Pétain mais détestent cependant l'Allemagne. En sens inverse, il faut rappeler que de nombreux résistants s'opposent au nazisme davantage qu'à l'Allemagne : « je meurs sans haine pour le peuple allemand », écrit Missak Manouchian. Cette position reste toutefois relativement isolée, et c'est bien « la barbarie allemande » qui est ciblée dans les tracts, puis sur les plaques commémoratives installées après-guerre.

Au quotidien, ce sont pourtant d'autres formes de relations qui ont pu se nouer – y compris des histoires d'amour qui s'achèvent souvent tragiquement. On pourra conclure en évoquant de la même manière les rapprochements concrets provoqués par l'emploi massif des prisonniers de guerre allemands (récemment étudiés par F. Théofilakis) et par l'occupation française de l'Allemagne – très peu évoquée, celle-ci a pourtant eu des effets durables.

3/ Une amitié particulière, des années 1950 à 1990

A/ Une convergence d'intérêts

Sur le plan diplomatique, vient le temps de la guerre froide et de la construction européenne. Tandis que s'éloigne la RDA (même si la France entretient des contacts réguliers – y compris par le biais du PCF – avec cette autre Allemagne), c'est la RFA qui devient le premier partenaire politique et économique de la France. Cet aspect commercial a trop peu été mis en exergue : dès les années 1960, Volkswagen, BMW, Bosch, constituent pourtant des noms familiers dans la société française ! Engagée au début des années 1950, marquée par les accords de Paris d'octobre 1954 (trop rarement cités), cette relation s'amplifie avec le traité de l'Élysée (1963) et culmine avec les relations privilégiées des couples VGE-Schmidt, puis Mitterrand-Kohl.

Il était ici nécessaire de rappeler la complexité de ce processus, loin de toute illusion rétrospective. Le refus de la CED ou les débats sur la possibilité de voir défiler des soldats allemands lors du 14 juillet témoignent de crispations durables.

Il ne faut pas davantage confondre construction européenne et relation franco-allemande : celle-ci ne s'inscrit pas exclusivement dans le cadre européen, et « l'axe franco-allemand » a pu être pensé comme un contrepoint à certaines formes d'intégration communautaire.

B/ « Car il y a des gens que j'aime »

Tandis que s'éloigne la Seconde Guerre mondiale et que la guerre d'Algérie déplace les logiques de tensions vers le Maghreb, la modernisation occidentale des « Trente Glorieuses » fait converger les sociétés françaises et allemandes et facilite le rapprochement souhaité en haut lieu.

En témoigne la proximité des mouvements de « 68 », la popularité française d'un Rudi Dutschke, la circulation d'un Daniel Cohn-Bendit – dont la nationalité allemande est toutefois stigmatisée par ses adversaires.

Par sa chanson *Göttingen* (1967), Barbara incarne à merveille cette nouvelle amitié française qui se nourrit d'échanges scolaires (politique des jumelages, valorisation de l'enseignement de l'allemand) mais aussi d'affectations militaires (pour beaucoup de Français, l'Allemagne, ce sont d'abord des bases dans lesquelles passent bon nombre de conscrits).

C/ Une normalisation ?

« J'aime tellement l'Allemagne que je suis content qu'il y en ait plusieurs », aurait dit François Mauriac : le défi de la réunification, le rétablissement (en 1991) de Berlin comme capitale, mettent à l'épreuve le rapprochement franco-allemand et suscitent des tensions d'autant plus intéressantes qu'elles mettent en relief un clivage de générations.

On aurait tort de négliger les éclats de germanophobie qui percent à travers les défaites sportives successives et spectaculairement médiatisées de Saint-Etienne (face au Bayern de Munich, 1976, à la suite de plusieurs coups du sort) et de l'équipe de France (face à la Mannschaft, 1982, au terme du « match du siècle », d'une rare intensité dramatique) : ils constituent les buttes-témoins d'une haine séculaire et confirment l'imparfaite normalisation d'une amitié particulière.

La **conclusion** doit ouvrir sur les enjeux actuels et discuter les évolutions récentes des relations franco-allemandes. Peu importe, ici, la précision des éléments apportés, qui ne sont pas au programme, mais l'épreuve d'histoire doit également juger la capacité à formuler des questions et à adopter une approche historique de longue durée pour penser le temps présent.